

Présentation des résultats préliminaires de l'enquête régionale sur la gouvernance de l'eau dans les villes africaines

Le 17 septembre 2020, l'OCDE et CGLU Afrique ont conjointement accueilli environ 100 parties prenantes provenant d'une variété d'organisations, pays et villes africaines au cours d'un webinaire pour présenter les résultats préliminaires de l'enquête régionale sur la gouvernance de l'eau dans les villes africaines. Cette enquête, qui cible des villes de toutes tailles en Afrique, fait partie du programme sur [la gouvernance et l'économie de la sécurité de l'eau en Afrique](#) que l'OCDE a lancé après avoir reçu le Prix Hassan II lors du 8e Forum Mondial de l'Eau à Brasilia.

L'enquête va donner lieu à la rédaction d'un rapport par Mme Maria SALVETTI, Analyste de Politiques et économiste de l'OCDE, dont la parution est prévue lors du 9^{eme} Forum Mondiale de l'Eau à Dakar, Sénégal.

Le webinaire a été modéré par Mme Aziza AKHMOUCH, Cheffe de la Division Villes, Politiques Urbaines et Développement Durable (CFE) de l'OCDE. M Jean Pierre Elong MBASSI, Secrétaire Générale de CGLU Afrique, et M Mohamed NBOU, Directeur du Task Force Climat également de CGLU Afrique ont fait deux interventions. Mme Maria SALVETTI a présenté les résultats préliminaires de l'enquête. Les participants se sont ensuite exprimés pour partager leurs questions et commentaires à la suite de cette présentation. L'équipe de l'OCDE a pris bonne note des observations et suggestions formulées qui seront intégrées au rapport.

En clôture du webinaire, Monsieur MBASSI a pris la parole pour notamment souligner l'importance du rôle des collectivités territoriales dans les discussions sur la gestion des ressources d'eau.

Pour les villes qui n'ont pas encore eu la possibilité de répondre à l'enquête en renseignant le questionnaire, il est toujours possible de le faire jusqu'au jeudi 8 octobre 2020. Les villes intéressées peuvent contacter maria.salvetti@oecd.org pour de plus amples informations.

Intervention de clôture de Monsieur Jean Pierre Elong MBASSI

M. MBASSI a débuté son allocution en remerciant l'OCDE et toutes les villes ayant participé à l'enquête régionale. Il a mis l'accent sur la fructueuse collaboration entre l'OCDE et CGLU Afrique. Il a également souligné l'importance de la collecte d'informations et du partage de connaissance qui permettent un enrichissement mutuel des parties prenantes à cette initiative, à savoir l'OCDE, CGLU Afrique et l'ensemble des collectivités participant à l'enquête.

M. MBASSI a aussi souligné **l'importance de l'évaluation des politiques publiques qui doivent être évaluées afin de mesurer et d'améliorer leur efficacité.**

Il a ensuite énuméré les **principales actions qui lui semblent prioritaires :**

- Les infrastructures ;
- Le financement du secteur de l'eau ;
- Le renforcement des capacités, en particulier les ressources humaines dans les collectivités locales.

En ce qui concerne le financement du secteur de l'eau, M MBASSI a rappelé que **les ambitions liées aux ODD visant à atteindre une qualité de vie digne doivent mises en cohérence et soutenues par le niveau de la coopération pour le développement.** Le thème du financement du secteur de l'eau fera l'objet d'un deuxième webinaire, probablement en décembre 2020, afin de poursuivre un dialogue structuré sur ce sujet crucial.

M. MBASSI a aussi proposé d'élargir le champ des réflexions liées à l'eau **en passant d'une perspective de politique sectorielle à une vision en termes de politique publique territoriale**, car c'est au niveau des territoires que toutes les politiques se coordonnent, y compris la politique l'eau.

« Nous ne pouvons penser global qu'au niveau local, donc il faut ramener la politique au niveau territorial ».

M MBASSI a également plaidé pour mettre **les questions liées à la gestion de la ressource en eau au cœur de l'agenda politique des collectivités territoriales**. Il a noté l'importance du **nexus eau - énergie**, qui peut donner des clés pour répondre à la question du financement de l'eau. Il a relevé trois problématiques essentielles qui devraient être au centre du débat dans les collectivités :

- Comment faire pour protéger la ressource en eau ?;
- Comment s'assurer que ceux qui prélèvent la ressource en eau payent pour ces prélèvements ?;
- Comment s'assurer que ceux qui polluent la ressource en eau payent pour les impacts qu'ils génèrent ?

La réponse à ces questions, devra nécessairement passer par une territorialisation des politiques publiques, et impliquer l'ensemble des acteurs locaux et nationaux.